

---

N° 14

---

BULLETIN OFFICIEL DE LA BANQUE DE FRANCE

---

FÉVRIER 2000

---



BANQUE DE FRANCE

---

## AVERTISSEMENT

Le *Bulletin officiel de la Banque de France* diffuse mensuellement, à compter de janvier 1999, les textes officiels de la Banque de France, du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et de la Commission bancaire, ainsi que les références de textes divers relatifs à la monnaie, à l'épargne, au crédit et au change, précédemment inclus dans le *Bulletin de la Banque de France*.

Cette publication est disponible à la direction de la Communication de la Banque de France (service Relations avec le public), 48 rue Croix des Petits Champs, 75001 Paris, où les textes mentionnés peuvent être consultés, ainsi que dans toutes les succursales de la Banque de France.

Son contenu est également accessible sur Internet ([www.banque-france.fr/fr/textes/main.htm](http://www.banque-france.fr/fr/textes/main.htm)).

*Parallèlement à sa version imprimée, la présente publication est accessible sur Internet ([www.banque-france.fr/fr/textes/main.htm](http://www.banque-france.fr/fr/textes/main.htm)). Les textes mentionnés sont, par ailleurs, consultables à la direction de la Communication de la Banque de France (service Relations avec le public, 48 rue Croix des Petits Champs 75001 Paris<sup>1</sup>) et dans toutes les succursales de la Banque de France.*

## Sommaire

Page

### **Bulletin officiel de la Banque de France, du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, de la Commission bancaire**

#### Banque de France

Extrait du registre des décisions de M. le gouverneur de la Banque de France

DR n° 2000 du 24 janvier 2000 : Organigramme de la direction de la Communication	5
DR n° 2001 du 31 janvier 2000 : Organigramme des services centraux	5
DR n° 2002 du 31 janvier 2000 : Organigramme de la direction générale des Opérations	6
DR n° 2003 du 31 janvier 2000 : Organigramme de la direction générale des Études et des Relations internationales	7

#### Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement

Modifications apportées à la liste des établissements relevant de la loi bancaire – en décembre 1999	8
Modifications apportées à la liste des entreprises d'investissement – en décembre 1999	9
– additifs en novembre 1999	9
Modifications apportées à la liste des établissements relevant de la loi bancaire – au cours du quatrième trimestre 1999	10
Modifications apportées à la liste des prestataires de services d'investissement habilités à exercer en France – au cours du quatrième trimestre 1999	18

#### **Textes divers concernant la monnaie, l'épargne, le crédit et le change**

Arrêté du 15 janvier 2000 portant homologation du règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière (CRBF)	32
Règlement n° 2000-01 du CRBF	32

#### Banque de France

Adjudication d'obligations assimilables du Trésor	33
Adjudications de bons du Trésor à taux fixe et à intérêts précomptés	33
Adjudications de bons du Trésor à taux fixe et à intérêts annuels	33

<sup>1</sup> Heures d'ouverture : 9 h 30 – 16 h 00 – Tél. : 01 42 92 39 08 – Télécopie : 01 42 92 39 40.  
Les demandes d'abonnement à la publication, fournies gracieusement, sont également à transmettre à cette unité.



# Bulletin officiel de la Banque de France, du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, de la Commission bancaire

Textes publiés en application de la loi du 17 juillet 1978

## Banque de France

*Extrait du registre des décisions de  
M. le gouverneur de la Banque de France*

***DR n° 2000 du 24 janvier 2000  
Organigramme de  
la direction de la Communication***

Section 1

Le gouverneur de la Banque de France décide :

Article 1

Il est créé un service de la Communication institutionnelle et internationale.

Article 2

La direction de la Communication comprend désormais les services ci-après :

- le service de Presse ;
- le service de la Communication institutionnelle et internationale ;
- le service des Relations avec le public ;
- le service de la Communication interne.

Ce dernier sera supprimé le 1<sup>er</sup> juin 2000.

Article 3

La présente décision abroge l'article 2 de la décision réglementaire n° 1935.

J.-C. Trichet

***DR n° 2001 du 31 janvier 2000  
Organigramme des services centraux***

Section 1

Le gouverneur de la Banque de France décide :

Article unique

Il est créé une direction générale des Opérations et une direction générale des Études et des Relations internationales qui se substituent à la direction générale du Crédit, à la direction générale des Études et à la direction générale des Services étrangers.

La présente décision, qui abroge les décisions réglementaires 322, 619, 620, 856, 1576, 1646, 1692, 1701, 1762, 1923, 1935 et 1978, prend effet au 1<sup>er</sup> février 2000.

J.-C. Trichet

**DR n° 2002 du 31 janvier 2000**  
**Organigramme de**  
**la direction générale des Opérations**

Section 1

Le gouverneur de la Banque de France décide :

Article 1

La direction générale des Opérations comprend :

- un Cabinet, rattaché au directeur général ;
- le service de Contrôle des opérations de marché ;
- la cellule de Contrôle des procédures de change ;
- la direction des Marchés de capitaux qui regroupe :
  - le service des Marchés,
  - le service des Intermédiaires et des Instruments de marché,
  - la Cellule monétaire ;
- la direction des Changes qui regroupe :
  - le service des Changes et de la Gestion des réserves,
  - le service d'Analyse des marchés internationaux,
  - le service des Règlements en devises,
  - le service de la Comptabilité et des Développements informatiques,
  - le service Post-marché,
  - le service des Moyens de paiement en devises ;
- la direction des Systèmes de paiement qui regroupe :
  - le service des Règlements interbancaires de montant élevé,
  - le service des Moyens de paiement scripturaux,

- le Service automatisé de traitement des flux interbancaires et des règlements étrangers,
- le service des Échanges télécompensés et des cartes,
- le service Administration, Coordination et Informatique ;
- la direction des Établissements de crédit et des entreprises d'investissement qui regroupe :
  - le service des Réglementations professionnelles,
  - le service des Établissements à vocation bancaire,
  - le service des Établissements à vocation financière ;
- le directeur délégué aux Relations avec la place.

Article 2

Le directeur délégué aux Relations avec la place, rattaché au directeur général des Opérations, bénéficie en tant que de besoin du concours de l'ensemble des services compétents de la Banque.

Article 3

Le service d'Analyse des marchés internationaux est rattaché administrativement à la direction générale des Opérations et placé sous l'autorité fonctionnelle du directeur général des Opérations et du directeur général des Études et des Relations internationales.

Article 4

La présente décision prend effet au 1<sup>er</sup> février 2000.

J.-C. Trichet

**DR n° 2003 du 31 janvier 2000**  
**Organigramme de la direction générale**  
**des Études et des Relations internationales**

Section 1

Le gouverneur de la Banque de France décide :

Article 1

La direction générale des Études et des Relations internationales comprend :

- le service des Ressources humaines et Administration ;
- la direction des Relations internationales et européennes qui regroupe :
  - le service des Relations européennes,
  - le service des Relations monétaires internationales,
  - le service de l'Endettement,
  - le service de la Zone franc,
  - la Gestion des missions à l'étranger,
- la direction des Études et des Statistiques monétaires qui regroupe :
  - le service des Analyses et Statistiques monétaires,
  - le service d'Études et de Statistiques des opérations financières,
  - le service d'Études sur la politique monétaire,
  - le service d'Études sur les valeurs mobilières,
  - le secrétariat du Conseil national du crédit et du titre ;
- la direction des Études économiques et de la Recherche qui regroupe :
  - le service d'Études sur les économies étrangères,
  - le service d'Études macroéconomiques sur la France,
  - le Centre de recherche,
  - le service d'Études sur l'économie internationale ;
- la direction de la Balance des paiements qui regroupe :
  - le service des Transactions économiques extérieures,
  - le service des Investissements et des Placements extérieurs,
  - le service des Capitaux monétaires extérieurs,
  - le service de Centralisation d'études et de Relations extérieures,
  - le service Administration et Information ;

- la direction de la Conjoncture qui regroupe :
  - le service des Synthèses conjoncturelles,
  - le service d'Études des secteurs de l'industrie et de l'agriculture,
  - le service d'Études et de Recherche sur la conjoncture,
  - le pôle d'Études et de Centralisations financières régionales ;
- la direction de la Documentation et des publications économiques qui regroupe :
  - le Centre de documentation,
  - le service des Publications économiques,
  - le service de Traduction,
  - la Banque de séries monétaires et économiques ;
- l'Institut bancaire et financier international qui regroupe :
  - le pôle Europe et Asie,
  - le pôle Amérique et CEI,
  - le pôle Afrique et Moyen-Orient.

Article 2

Le service d'Analyse des marchés internationaux est rattaché administrativement à la direction générale des Opérations et placé sous l'autorité fonctionnelle du directeur général des Opérations et du directeur général des Études et des Relations internationales.

Article 3

Le Centre d'information sur les systèmes financiers et bancaires étrangers (Cisfibe) sera intégré au Centre de documentation à compter du 21 février 2000.

Article 4

Les articles 1 et 2 de la présente décision prennent effet au 1<sup>er</sup> février 2000.

J.-C. Trichet

## **Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement**

### ***MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS RELEVANT DE LA LOI BANCAIRE***

(LOI DU 24 JANVIER 1984 MODIFIÉE TITRES I & IV BIS)

---

#### **Décisions de retrait d'agrément prises au cours du mois de décembre 1999**

(Hors retraits motivés par le transfert,  
à un ou plusieurs autres établissements de crédit agréés,  
de la propriété de l'ensemble des éléments actifs et passifs  
liés à l'activité bancaire)

- ♦ Étoile caution, SA, Levallois-Perret, Hauts-de-Seine, 44 Avenue Georges Pompidou  
Immeuble le Wilson
  - ♦ ILC France SA, SA, Rueil-Malmaison, Hauts-de-Seine, 59 avenue de Chatou
  - ♦ Institut financier de développement du Roannais – IFDR, SA, Roanne, Loire, 4 rue Marengo
  - ♦ Société immobilière pour l'expansion de la distribution – Immodis, SA, Paris 1<sup>er</sup>,  
26 avenue de l'Opéra
  - ♦ Société de réalisation des actifs, société en nom collectif, Paris 2<sup>e</sup>, 45 rue Vivienne,  
(prise d'effet le 27 janvier 2000)
  - ♦ Sofinel, société anonyme coopérative, Orléans, Loiret, 14 boulevard Rocheplatte
  - ♦ Unifina établissement financier, SA, Paris 8<sup>e</sup>, 11-13 avenue de Friedland,  
(prise d'effet le 31 mars 2000)
  - ♦ Wilshire Servicing Compagnie, société en nom collectif, Paris 8<sup>e</sup>, 11-13 avenue de Friedland,  
(prise d'effet le 31 mars 2000)
-



**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LISTE DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT**

(LOI DU 2 JUILLET 1996 DE MODERNISATION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES)

---

**Décisions de retrait d'agrément prises au cours du mois  
de décembre 1999**

(Hors retraits motivés par le transfert,  
à un ou plusieurs autres prestataires de services d'investissement agréés,  
de la propriété de l'ensemble des éléments actifs et passifs  
liés à l'activité de prestataire de services d'investissement)

- ♦ Gérer ingénierie financière, SA, Paris 8<sup>e</sup>, 41 avenue George V, (*prise d'effet immédiat*)
- ♦ Viel et Cie, SA, Paris 17<sup>e</sup>, 253 boulevard Péreire, (*prise d'effet immédiat*)

---

**Additifs aux décisions de retrait d'agrément prises au cours du mois  
de novembre 1999**

(Hors retraits motivés par le transfert,  
à un ou plusieurs autres prestataires de services d'investissement agréés,  
de la propriété de l'ensemble des éléments actifs et passifs  
liés à l'activité de prestataire de services d'investissement)

- ♦ Cofitaux, SA, Paris 12<sup>e</sup>, 18 Quai de la Rapée, (*prise d'effet immédiat*)
-

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LISTE DES ÉTABLISSEMENTS  
RELEVANT DE LA LOI DU 24 JANVIER 1984**

**(Agréments, retraits d'agrément et autres modifications devenus effectifs  
et décisions de retrait à effet différé prises  
au cours du quatrième trimestre 1999)**

---

**A – ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS EN FRANCE**

**I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banque**

**1.1. Banques**

**– Sociétés de droit français adhérant à l'Association française des banques (AFB)**

*Agrément*

- ♦ Banque générale du commerce (3<sup>e</sup> du nom), SA, Paris

*Retraits d'agrément*

- ♦ Athéna banque, SA, Paris
- ♦ Bank of Tokyo – Mitsubishi (France) SA, SA, Paris
- ♦ Banque Demachy, SA, Paris
- ♦ Banque financière Groupama, SA, Paris
- ♦ Banque générale du commerce (2<sup>e</sup> du nom), SA, Roubaix
- ♦ Banque Marin et Gianola, SA, Thonon-les-bains, (Haute-Savoie)
- ♦ Crédit industriel et commercial – CIC, SA, Paris
- ♦ The Riggs National Bank (Europe) SA, SA, Paris
- ♦ UBS Banque SA, SA, Paris

*Modifications*

- ♦ Banque commerciale pour le marché de l'entreprise – BCME, SA, Brest, (Finistère)  
au lieu de  
Banque du crédit mutuel pour l'entreprise – BCME, SA, Le Relecq-Kerhuon, (Finistère)
- ♦ Banque Finama, SA, Paris  
au lieu de  
Banque pour l'industrie française (BIF), SA, Paris
- ♦ Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, Demachy – Banque NSMD, SA, Paris  
au lieu de  
Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, SA, Paris

♦ Banque Sofi, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Banque Sofi-Sovac, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

♦ Banque Sovac immobilier, société en commandite par actions, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Banque Sovac immobilier, société en commandite par actions, Paris

♦ Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine-Banque « CFCAL-Banque » SA, Strasbourg, (Bas-Rhin)

au lieu de

Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, SA, Strasbourg, (Bas-Rhin)

♦ Crédit industriel et commercial, SA, Paris

au lieu de

Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne, SA, Paris

♦ Dexia CLF Banque, SA, Paris

au lieu de

CLF Banque, SA, Paris

♦ Financière du Forum, SA, Fort-de-France, (Martinique)

au lieu de

Crédit martiniquais, SA, Fort-de-France, (Martinique)

♦ GE Capital finance, Société en nom collectif, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

GE Capital finance – Sofirec, Société en nom collectif, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

♦ GE Sovac, société en commandite par actions, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Sovac, société en commandite par actions, Paris

♦ HSBC Bank France SA, SA, Paris

au lieu de

Midland Bank SA, SA, Paris

♦ Thomas Cook Bankers France, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Thomas Cook Bankers France, SA, Paris

**– Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers adhérent à l'AFB**

*Retraits d'agrément*

♦ Westpac Banking Corporation, succursale, Nouméa, Nouvelle Calédonie,  
(prise d'effet le 31 mai 1999)

**– Sociétés de droit français affiliées à des organes centraux**

*Retraits d'agrément*

- ♦ Banque Pommier-Finindus, SA, Paris

**II. Sociétés financières**

**2.3. Sociétés affiliées à la Caisse nationale de crédit agricole**

*Retraits d'agrément*

- ♦ Société financière du Languedoc-Roussillon – Sofilaro, SA, Maurin-Lattes, (Hérault)

**2.4. Sociétés affiliées à la Caisse centrale de crédit coopératif**

*Retraits d'agrément*

- ♦ Sofinel, société anonyme coopérative, Orléans, (Loiret)

**2.5. Sociétés affiliées à la Chambre syndicale des Sociétés anonymes de crédit immobilier**

*Retraits d'agrément*

- ♦ Crédit immobilier des vallées de l'Aisne et de la Marne – CIVAM, SA, Soissons, (Aisne)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier alliance financement, SA, Pau, (Pyrénées-Atlantiques)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier de l'arrondissement de Dieppe, SA, Dieppe, (Seine-Maritime)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier du Cantal, SA, Aurillac, (Cantal)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier des Charentes, SA, Angoulême, (Charente)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier de Loire Atlantique – CILA, SA, Nantes, (Loire-Atlantique)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier du Lot, SA, Cahors, (Lot)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier de la Lozère, SA, Mende, (Lozère)
- ♦ Société anonyme le crédit immobilier Poitou-Charentes, SA, Poitiers, (Vienne)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier « les Prévoyants de l'avenir » – CIPA, SA, Thouars, (Deux-Sèvres)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier des Pyrénées-Orientales, SA, Perpignan, (Pyrénées-Orientales)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier régional, SA, Saint-Quentin, (Aisne)
- ♦ « Société anonyme crédit immobilier Richelieu », société anonyme de crédit immobilier, SA, Angers, (Maine-et-Loire)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier de Touraine, SA, Tours, (Indre-et-Loire)
- ♦ Société anonyme de crédit immobilier des Vosges, SA, Épinal, (Vosges)

### *Modifications*

- ♦ Crédit immobilier de France Eure et Dieppe, SA, Évreux, (Eure)

au lieu de

Société anonyme de crédit immobilier de l'Eure, SA, Évreux, (Eure)

- ♦ Crédit immobilier de France – Poitou-Charentes, SA, Poitiers, (Vienne)

au lieu de

Société anonyme de crédit immobilier des Deux-Sèvres et de la région, SA, Niort, (Deux-Sèvres)

- ♦ Crédit immobilier des pays de l'Ain (CIPA), société anonyme de crédit immobilier, SA, Bourg-en-Bresse, (Ain)

au lieu de

Crédit immobilier populaire de l'Ain (CIPA), société anonyme de crédit immobilier, SA, Bourg-en-Bresse, (Ain)

- ♦ Société anonyme de crédit immobilier de l'est, SA, Metz, (Moselle)

au lieu de

Société anonyme départementale de crédit immobilier de la Moselle, SA, Metz, (Moselle)

- ♦ Société anonyme de crédit immobilier Rives de Loire, SA, Tours, (Indre-et-Loire)

au lieu de

Crédit immobilier du Val de Loire, société anonyme de crédit immobilier, SA, Blois, (Loir-et-Cher)

- ♦ Société anonyme de crédit immobilier du Sud Massif Central, SA, Rodez, (Aveyron)

au lieu de

Société anonyme de crédit immobilier de l'Aveyron, SA, Rodez, (Aveyron)

- ♦ Société anonyme rurale et ouvrière de crédit immobilier de Seine-et-Marne – Sarocism –, SA, Paris

au lieu de

Société anonyme rurale et ouvrière de crédit immobilier de Seine-et-Marne – Sarocism –, SA, Melun, (Seine-et-Marne)

## **2.6. Sociétés à statut particulier adhérent à l'Association française des sociétés financières**

### *Agréments*

- ♦ Dexia Municipal Agency, SA, Paris
- ♦ Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine-Société de crédit foncier « CFCAL-SCF », SA, Strasbourg, (Bas-Rhin)

### *Retraits d'agrément*

- ♦ Finextel – Société financière pour l'expansion des télécommunications, SA, Paris
- ♦ Société de caution mutuelle pour la modernisation et l'équipement des commerces en quincaillerie et activités rattachées « Socmeq », société coopérative de caution mutuelle – loi du 13 mars 1917, Paris

## 2.7. Sociétés financières exerçant divers types d'activité adhérant à l'ASF

### *Agrément*

- ◆ BNP Emergy, SA, Paris
- ◆ CCF Charterhouse leasing, société par actions simplifiée, Paris
- ◆ Élysées bail, société par actions simplifiée, Paris
- ◆ Finaref, SA, Roubaix
- ◆ Fortis Investment Finance, SA, Paris
- ◆ Netvalor, SA, Paris
- ◆ Nouméa crédit, SA, Nouméa, (Nouvelle Calédonie)
- ◆ Société financière du porte-monnaie électronique interbancaire, société par actions simplifiée, Paris
- ◆ Société de réalisation des actifs, société en nom collectif, Paris

### *Retraits d'agrément*

- ◆ Acti-équipement, SA, Paris
- ◆ Crédit de l'Est, société en commandite par actions, Strasbourg, (Bas-Rhin)
- ◆ Diners Club de France – DCF, SA, Puteaux, (Hauts-de-Seine)
- ◆ Étoile caution, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)
- ◆ Fimacom, société par actions simplifiée, Nanterre, (Hauts-de-Seine)
- ◆ Finaref – Société de financement pour l'équipement familial, SA, Roubaix, (Nord)
- ◆ Fineximmo, SA, Paris
- ◆ ILC France SA, SA, Rueil-Malmaison, (Hauts-de-Seine)
- ◆ Institut financier de développement du Roannais – IFDR, SA, Roanne, (Loire)
- ◆ Interbail SA, SA, Paris
- ◆ Monceau murs, SA, Paris
- ◆ Natio location, SA, Puteaux, (Hauts-de-Seine)
- ◆ Société de financement réunionnaise pour l'électro-ménager et le meuble – Firem, société en commandite par actions, Saint-Denis
- ◆ Société générale financière d'Alsace et de Lorraine – Sogefinal, SA, Strasbourg, (Bas-Rhin)
- ◆ Société immobilière pour l'expansion de la distribution – Immodis, SA, Paris
- ◆ Société privée d'investissements Monceau 19 – SPIM 19, SA, Paris
- ◆ Société de réalisation des actifs, société en nom collectif, Paris,  
(prise d'effet le 27 janvier 2000)
- ◆ Sophia, SA, Paris
- ◆ Société réunionnaise de financement – SOREFI, société en commandite par actions, Saint-Denis
- ◆ Unifina établissement financier, SA, Paris, (prise d'effet le 31 mars 2000)

- ♦ Wilshire Servicing Compagnie, société en nom collectif, Paris, (*prise d'effet le 31 mars 2000*)

*Modifications*

- ♦ Caisse auxiliaire de trésorerie et de crédit – CATC, SA, Boulogne-Billancourt, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Caisse auxiliaire de trésorerie et de crédit – CATC, SA, Paris

- ♦ Caisse de garantie mutuelle pour le crédit et le crédit-bail – CGMCB, SA, Nanterre, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Caisse de garantie mutuelle pour le crédit et le crédit-bail – CGMCB, SA, Paris

- ♦ Caisse de mutualisation des financements – Camufi, SA, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Caisse de mutualisation des financements – Camufi, SA, Paris

- ♦ Cavia location, société en nom collectif, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Cavia location, société en nom collectif, Paris

- ♦ Compagnie pour la location de véhicules – CLV, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

Compagnie pour la location de véhicules – Sovac, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

- ♦ DaimlerChrysler capital services (debis) France SA, SA, Villepinte, (Seine-St-Denis)

au lieu de

Debis financement, SA, La Courneuve, (Seine-St-Denis)

- ♦ Fiat crédit France, SA, Trappes, (Yvelines)

au lieu de

Fiat crédit France, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

- ♦ Fiat factoring SA, SA, Trappes, (Yvelines)

au lieu de

Fiat factoring SA, SA, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

- ♦ Fiat lease auto, société en nom collectif, Trappes, (Yvelines)

au lieu de

Fiat lease auto, société en nom collectif, Levallois-Perret, (Hauts-de-Seine)

- ♦ General Electric Capital SNC– GE Capital SNC, société en nom collectif, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)

au lieu de

General Electric Capital SNC– GE Capital SNC, société en nom collectif, Paris

- ♦ Générale de financements et de services-Géfiservices, société en nom collectif, Courbevoie, (Hauts-de-Seine)  
au lieu de  
Générale de financements et de services-Géfiservices, société en nom collectif, Paris
- ♦ Société réunionnaise de financement – Sorefi, société en commandite par actions, Saint-Denis  
au lieu de  
Sorebail, société en nom collectif, Saint-Denis
- ♦ Sophia (2<sup>e</sup> du nom), SA, Paris  
au lieu de  
Société financière Interbail – Interbail, SA, Paris
- ♦ UIS, Union pour le financement d’immeubles de sociétés – GE Capital UIS, SA, Paris  
au lieu de  
UIS, Union pour le financement d’immeubles de sociétés, SA, Paris

### **III. Institutions financières spécialisées**

#### *Modifications*

- ♦ EXPANSO – La Société pour le développement régional, SA, Bordeaux, (Gironde)  
au lieu de  
Société de développement régional du Sud-Ouest – EXPANSO SDR, SA, Bordeaux, (Gironde)

### **B – SUCCURSALES D’ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT DE L’ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN RELEVANT DU LIBRE ÉTABLISSEMENT**

#### *Ajouter*

- ♦ Abbey National PLC, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Lille, (Nord), Londres, (GB)
- ♦ Badenia Bausparkasse AG, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Strasbourg, (Bas-Rhin), Karlsruhe, (DE)
- ♦ Banca di Roma SpA, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Paris, Rome, (IT)
- ♦ Bank of Scotland, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Paris, Edimbourg, (GB)
- ♦ Eurohypo AG Europäische Hypothekenbank der Deutschen Bank, succursale, Paris, Francfort, (DE)
- ♦ HSBC Investment Bank PLC – HSBC, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Paris, Londres, (GB)
- ♦ ING Bank NV – ING Barings, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Paris, Amsterdam, (NL)
- ♦ Royal Bank of Canada Europe Limited, établissement de crédit de l’EEE-succursale et LPS, Paris, Londres, (GB)



- ♦ Westdeutsche Landesbank Girozentrale, établissement de crédit de l'EEE-succursale et LPS, Paris, Dusseldorf, (DE)

*Supprimer*

- ♦ Abbey National PLC, succursale, Lille, (Nord), Londres, (GB)
- ♦ Badenia Bausparkasse AG, succursale, Strasbourg, (Bas-Rhin), Karlsruhe, (DE)
- ♦ Banca di Roma SpA, succursale, Paris, Rome, (IT)
- ♦ Bank of Scotland, succursale, Paris, Edimbourg, (GB)
- ♦ HSBC Investment Bank PLC – HSBC, succursale, Paris, Londres, (GB)
- ♦ ING Bank NV – ING Barings, succursale, Paris, Amsterdam, (NL)
- ♦ Royal Bank of Canada Europe Limited, succursale, Paris, Londres, (GB)
- ♦ Westdeutsche Landesbank Girozentrale, succursale, Paris, Düsseldorf, (DE)

**C – ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AGRÉÉS POUR EXERCER LEUR ACTIVITÉ À MONACO**

**I. Établissements habilités à traiter toutes les opérations de banque**

**1.1. Banques**

**– Sociétés de droit monégasque adhérant à l'Association française des banques (AFB)**

*Agréments*

- ♦ American Express Bank (Switzerland) SA (« AEBS »), succursale, Monaco, (Monaco), Genève, (CH)

**– Succursales d'établissements ayant leur siège à l'étranger adhérant à l'AFB**

*Modifications*

- ♦ Lloyds TSB Bank PLC, Succursale, Monaco, (Monaco), Londres, (GB)  
au lieu de  
Lloyds Bank PLC, Succursale, Monaco, (Monaco), Londres, (GB)
-

**MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LISTE DES PRESTATAIRES DE SERVICES  
D'INVESTISSEMENT HABILITÉS À EXERCER EN FRANCE**

(ARTICLE 76 ALINÉA 1 DE LA LOI DU 2 JUILLET 1996)

**Ajouts, suppressions et autres modifications devenus effectifs et décisions  
de retrait à effet différé prises  
au cours du quatrième trimestre 1999**

---

**PRESTATAIRES EN EXERCICE**

**I. PRESTATAIRES AGRÉÉS EN FRANCE**

**1.1. Établissements de crédit <sup>1</sup>**

**1.1.1. Sociétés de droit français**

*Ajouter*

- ♦ Banque calédonienne d'investissement – BCI, Société anonyme d'économie mixte, Nouméa, (Nouvelle Calédonie), a
- ♦ Crédit industriel et commercial – CIC, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Dexia Project and Public Finance International Bank, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, c, e, f
- ♦ Fortis Investment Finance, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, e, f
- ♦ Société générale calédonienne de banque SGCB, Société anonyme à conseil d'administration, Nouméa, (Nouvelle Calédonie), a, d, f

*Supprimer*

- ♦ Athéna banque, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, c
- ♦ Bank of Tokyo – Mitsubishi (France) SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d
- ♦ Banque Alcyon, Société anonyme à conseil d'administration, Neuilly-sur-Seine, (Hauts-de-Seine), c, e
- ♦ Banque centrale de compensation – Clearnet SBF SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, b, c
- ♦ Banque Demachy, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque financière Groupama, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f

---

<sup>1</sup> Services visés à l'article 4 de la loi de modernisation des activités financières

a : la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers  
b : l'exécution d'ordres pour le compte de tiers  
c : la négociation pour compte propre  
d : la gestion de portefeuille pour le compte de tiers  
e : la prise ferme  
f : le placement

- ♦ Banque pour l'industrie française (BIF), Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque Marin et Gianola, Société anonyme, Thonon-les-Bains, (Haute-Savoie), a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque Pommier-Finindus, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, d
- ♦ Cofica, Société anonyme, Paris, a
- ♦ Compagnie financière de CIC et de l'Union européenne, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Crédit industriel et commercial – CIC, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Société financière et foncière, Société anonyme à conseil d'administration, Boulogne-Billancourt, (Hauts-de-Seine), c
- ♦ Société générale financière d'Alsace et de Lorraine – Sogefinal, Société anonyme à conseil d'administration, Strasbourg, (Bas-Rhin), a, b, c, e, f
- ♦ UBS Banque SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, e, f

*Modifier*

- ♦ Bank of Hawaï – Nouvelle-Calédonie, Société anonyme à conseil d'administration, Nouméa, (Nouvelle-Calédonie), a, b, d, f  
au lieu de  
Bank of Hawaï – Nouvelle-Calédonie, Société anonyme à conseil d'administration, Nouméa, (Nouvelle-Calédonie), a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque de Baecque Beau, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, d, e, f  
au lieu de  
Banque de Baecque Beau, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque commerciale pour le marché de l'entreprise – BCME, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Brest, (Finistère), a, b, c, d, e, f  
au lieu de  
Banque du crédit mutuel pour l'entreprise – BCME, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Le Relecq-Kerhuon, (Finistère), a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque du crédit mutuel Île-de-France – BCMI, Société anonyme, Paris, a, b, c, e, f  
au lieu de  
Banque du crédit mutuel Île-de-France – BCMI, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ Banque directe, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, e, f  
au lieu de  
Banque directe, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Banque fédérale des banques populaires, Société anonyme coopérative de banque populaire (loi du 13 mars 1917), Paris, a, b, c, e, f

au lieu de

Caisse centrale des banques populaires, Société anonyme coopérative de banque populaire (loi du 13 mars 1917), Paris, a, b, c, e, f

♦ Banque française de crédit coopératif (BFCC), Société anonyme coopérative à capital variable à conseil d'administration, Nanterre, (Hauts-de-Seine), a, d, e, f

au lieu de

Banque française de crédit coopératif (BFCC), Société anonyme coopérative à capital variable à conseil d'administration, Nanterre, (Hauts-de-Seine), a, e, f

♦ Banque générale du commerce, Société anonyme, Paris, a, b, c, d

au lieu de

♦ Banque générale du commerce, Société anonyme, Roubaix, (Nord), a, b, c, d, e, f

♦ Banque Marze, Société anonyme, Aubenas, (Ardèche), a, b, c, e, f

au lieu de

Banque Marze, Société anonyme, Aubenas, (Ardèche), a, b, c, d, e, f

♦ Banque monétaire et financière – BMF, Société anonyme, Noisiel, (Seine-et-Marne), a, b, c, e, f

au lieu de

Banque monétaire et financière – BMF, Société anonyme, Noisiel, (Seine-et-Marne), a, b, c, d, e, f

♦ Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, Demachy – Banque NSMD, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f

au lieu de

Banque de Neuflyze, Schlumberger, Mallet, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Banque parisienne de crédit, Société anonyme, Paris, a, b, c, e, f

au lieu de

Banque parisienne de crédit, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, d, e, f

au lieu de

Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b, c, e, f

♦ Crédit commercial du Sud-Ouest, Société anonyme, Mérignac, (Gironde), a, b, c, e, f

au lieu de

Crédit commercial du Sud-Ouest, Société anonyme, Mérignac, (Gironde), a, b, c, d, e, f

♦ Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine-Banque « CFCAL-Banque », Société anonyme à conseil d'administration, Strasbourg, (Bas-Rhin), a

au lieu de

Crédit foncier et communal d'Alsace et de Lorraine, Société anonyme à conseil d'administration, Strasbourg, (Bas-Rhin), a

♦ Crédit Saint-Pierrais, Société anonyme, St-Pierre, (Saint-Pierre-et-Miquelon), a, b, c, e, f

au lieu de

Crédit Saint-Pierrais, Société anonyme, St-Pierre, (Saint-Pierre-et-Miquelon), a, b, c, d, e, f

♦ Dexia CLF Banque, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f

au lieu de

CLF Banque, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Financière du Forum, Société anonyme à conseil d'administration, Fort-de-France, (Martinique), a, b, c, d, e, f

au lieu de

Crédit martiniquais, Société anonyme à conseil d'administration, Fort-de-France, (Martinique), a, b, c, d, e, f

♦ GE Sovac, Société en commandite par actions, Courbevoie, (Hauts-de-Seine), f

au lieu de

Sovac, Société en commandite par actions, Paris, f

♦ HSBC Bank France SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f

au lieu de

Midland Bank SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Robert Fleming (France) SA, Société anonyme, Paris, a, b, e, f

au lieu de

Robert Fleming (France) SA, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Rothschild et compagnie banque, Société en commandite simple, Paris, a, b, c, e, f

au lieu de

Rothschild et compagnie banque, Société en commandite simple, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ Sofinco, Société anonyme, Paris, a, b, c, e, f

au lieu de

Sofinco, Société anonyme, Paris, a, b, c, d, e, f

### 1.1.2. Succursales d'établissements ayant leur siège dans des pays tiers

#### *Supprimer*

- ♦ Banque Misr, Établissement hors de l'EEE (succursale), Paris, Le caire, (EG), a, b, c, d, e, f

#### *Modifier*

- ♦ Bank of America National Association, Établissement hors de l'EEE (succursale), Paris, San francisco, (US), a, b

au lieu de

Bank of America National Association, Établissement hors de l'EEE (succursale), Paris, San francisco, (US), a, b, c, d, e, f

- ♦ Crédit suisse First Boston, Établissement hors de l'EEE (succursale), Paris, Zurich, (CH), a, b, c, e, f

au lieu de

Crédit suisse First Boston, Établissement hors de l'EEE (succursale), Paris, Zurich, (CH), a, b, c, d, e, f

### 1.2. Entreprises d'investissement agréées par le CECEI <sup>2</sup>

#### *Ajouter*

- ♦ Bourse direct, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ C@pitol, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ Claresco bourse, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ Gerer Intermediation, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, c
- ♦ GT finance SA, Société anonyme à conseil d'administration, Digny, (Eure-et-Loir), a
- ♦ Refco HL Securities, Société en nom collectif, Paris, a, b, c
- ♦ Sicavonline, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ Synerfi SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, f
- ♦ Webroker SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a

#### *Supprimer*

- ♦ Cofitiaux, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c
- ♦ Finances et stratégies, Société anonyme à conseil d'administration, Strasbourg, (Bas-Rhin), e, f
- ♦ Gérer ingénierie financière, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ Swap, Société à responsabilité limitée, Paris, a
- ♦ Viel et Cie, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b

<sup>2</sup> Services visés à l'article 4 de la loi de modernisation des activités financières

a : la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers  
b : l'exécution d'ordres pour le compte de tiers  
c : la négociation pour compte propre  
d : la gestion de portefeuille pour le compte de tiers  
e : la prise ferme  
f : le placement

*Modifier*

- ♦ B\*Capital, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, d  
au lieu de  
Brac de la Perrière, Société anonyme à conseil d'administration, Lyon, (Rhône), a, b, d
- ♦ Consors France, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b  
au lieu de  
Axfin, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b
- ♦ Copagefi – Compagnie parisienne de gestion financière, Société anonyme, Courbevoie, (Hauts-de-Seine), a, b, c  
au lieu de  
Copagefi – Compagnie parisienne de gestion financière, Société anonyme, Courbevoie, (Hauts-de-Seine), a, b, c, d
- ♦ Courcoux Bouvet, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d  
au lieu de  
Courcoux Bouvet SNC, Société en nom collectif, Paris, a, b, c, d
- ♦ ED & F Man International SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, d  
au lieu de  
ED & F Man international SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f
- ♦ FG Finance, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a, b  
au lieu de  
FG Finance, Société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, Paris, a
- ♦ Finance FI, Société à responsabilité limitée, Paris, a, b  
au lieu de  
Finance FI, Société à responsabilité limitée, Paris, a
- ♦ Fleming Finance, Société anonyme, Paris, a, b  
au lieu de  
Fleming Finance, Société anonyme, Paris, a, b, d
- ♦ Global Equities, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b  
au lieu de  
Global Equities, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a
- ♦ HSBC Securities (France) SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f  
au lieu de  
HSBC Securities SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c, d, e, f

♦ HSBC Securities contrepartie (France) SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c

au lieu de

HSBC Securities contrepartie SA, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b, c

♦ I-Bourse, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a

au lieu de

Ibourse, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a

♦ Kempf SA, Société anonyme à conseil d'administration, Nancy, (Meurthe-et-Moselle), a, b, c, d, e, f

au lieu de

Kempf – BFSC, Société anonyme à conseil d'administration, Nancy, (Meurthe-et-Moselle), a, b, c, d, e, f

♦ LIBERTY-GREL, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b

au lieu de

Refco-Grel, Société anonyme à conseil d'administration, Paris, a, b

♦ Paresco futures, Société anonyme, Paris, a, b

au lieu de

Paresco futures, Société en nom collectif, Paris, a, b

♦ Société de bourse Gilbert Dupont SNC, Société en nom collectif, Paris, a, b, c, d

au lieu de

Société de bourse Gilbert Dupont SNC, Société en nom collectif, Lille, (Nord), a, b, c, d

♦ Tullett & Spütz capital markets France SAS, Société par actions simplifiée, Paris, a, b, c

au lieu de

Tullett France SAS, Société par actions simplifiée, Paris, a, b, c

### **1.3. Sociétés de gestion de portefeuille agréées par la Commission des opérations de bourse <sup>3</sup>**

*Publication spécifique*

<sup>3</sup> Services visés à l'article 4 de la loi de modernisation des activités financières

a : la réception et la transmission d'ordres pour le compte de tiers

b : l'exécution d'ordres pour le compte de tiers

c : la négociation pour compte propre

d : la gestion de portefeuille pour le compte de tiers

e : la prise ferme

f : le placement



## II. SUCCURSALES D'ÉTABLISSEMENTS DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN EXERÇANT EN LIBRE ÉTABLISSEMENT

### 2.1. Succursales d'établissements de crédit <sup>4</sup>

*Modifier*

- ♦ Abbey National PLC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Lille, (Nord), Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 11

au lieu de

Abbey National PLC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Lille, (Nord), Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 11

- ♦ Banca di Roma SpA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Rome, (IT), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8

au lieu de

Banca di Roma SpA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Rome, (IT), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8

- ♦ HSBC Investment Bank PLC – HSBC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

au lieu de

HSBC Investment Bank PLC – HSBC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

- ♦ ING Bank NV – ING Barings, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Amsterdam, (NL), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

au lieu de

ING Bank NV – ING Barings, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Amsterdam, (NL), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

- ♦ Royal Bank of Canada Europe Limited, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 7b, 7c, 7d, 7e, 8

au lieu de

Royal Bank of Canada Europe Limited, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 7b, 7c, 7d, 7e, 8

- ♦ Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Dusseldorf, (DE), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

au lieu de

Westdeutsche Landesbank Girozentrale, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Dusseldorf, (DE), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

<sup>4</sup> Services visés à l'annexe de la deuxième directive de coordination bancaire

7a : transactions/marché monétaire

7b : transactions/marchés de change

7c : transactions/instruments financiers à terme-options

7d : transactions/devises ou taux d'intérêt

7e : transactions/valeurs mobilières

8 : participation aux émissions de titres

11 : gestion ou conseil en gestion de patrimoine

## 2.2. Succursales d'entreprises d'investissement <sup>5</sup>

### Ajouter

- ♦ Crédit suisse First Boston (Europe) Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a
- ♦ The Europe Company Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b
- ♦ Hobbs, Melville Asset Management Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Beausoleil, (Alpes Maritimes), Cobham, (GB), 1a, 1b, 3

### Modifier

- ♦ Cantor Fitzgerald International, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2

au lieu de

Cantor Fitzgerald International, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2

- ♦ Daiwa Securities SB Capital Market Europe Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a

au lieu de

Daiwa Europe Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a

- ♦ Donaldson Lufkin & Jenrette International, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 4

au lieu de

Donaldson Lufkin & Jenrette International, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 1a, 4

- ♦ Lazard Capital Markets, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

au lieu de

Lazard Capital Markets, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

---

<sup>5</sup> Services visés à la section A de l'annexe à la directive 93/22 concernant les services d'investissement

Section A : services d'investissement

1a : la réception et la transmission d'ordres pour le compte d'investisseurs

1b : l'exécution d'ordres pour le compte de tiers

2 : la négociation pour compte propre

3 : la gestion de portefeuilles pour le compte d'investisseur tiers

4 : la prise ferme et/ou le placement d'émissions d'instruments financiers

Section C : services auxiliaires

1 : conservation et administration pour un ou plusieurs instruments énumérés à la section B

2 : location de coffres

3 : octroi de crédits ou de prêts à un investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs instruments

4 : conseil aux entreprises en matière de structure du capital, de stratégie industrielle et de questions connexes

5 : services liés à la prise ferme

6 : conseils en investissement portant sur un ou plusieurs instruments énumérés à la section B

7 : services de change lorsque ce service est lié à la fourniture de services d'investissement

- ♦ Prudential-Bache International Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 3

au lieu de

Prudential-Bache International Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 1a, 3

- ♦ Regent Associates Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Windsor, (GB), C 4

au lieu de

Regent Associates Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Windsor, (GB), C 4

- ♦ Salomon Brothers International Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a

au lieu de

Salomon Brothers International Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale, Paris, Londres, (GB), 1a

### III. PRESTATAIRES INTERVENANT EN LIBRE PRESTATION DE SERVICES

#### 3.1. Établissements de crédit <sup>6</sup>

*Ajouter*

- ♦ Bankinter SA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Madrid, (ES), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11
- ♦ Fideuram Bank (Luxembourg) SA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen - libre prestation de services, Luxembourg, (LU), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 11
- ♦ Banca popolare di Verona – Banco S. Geminiano ES Prospero, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Vérone, (IT), 7c, 7d
- ♦ Credito bergamasco SpA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Bergame, (IT), 7c, 7d
- ♦ Citibank AG, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Francfort, (DE), 7c, 7e
- ♦ Banque Invik SA, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Luxembourg, (LU), 7e, 8
- ♦ Leonia Bank PLC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Helsinki, (FI), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

<sup>6</sup> Services visés à l'annexe de la deuxième directive de coordination bancaire

7a : transactions/marché monétaire  
 7b : transactions/marchés de change  
 7c : transactions/instruments financiers à terme-options  
 7d : transactions/devises ou taux d'intérêt  
 7e : transactions/valeurs mobilières  
 8 : participation aux émissions de titres  
 11 : gestion ou conseil en gestion de patrimoine

### *Supprimer*

- ♦ Internationale Nederlanden Bank NV (ING Bank), Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Amsterdam, (NL), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

### *Modifier*

- ♦ CIBC World Markets PLC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

### *au lieu de*

- CIBC Wood Gundy PLC, Établissement de crédit de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 7a, 7b, 7c, 7d, 7e, 8, 11

## **3.2. Entreprises d'investissement <sup>7</sup>**

### **Ajouter**

- ♦ Capital Broking Services Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b
- ♦ Fidelity Pensions Management Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Tonbridge, (GB), 1a, 1b, 3, 4
- ♦ Financial Risk Management Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 3
- ♦ GE Capital Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ Thomas Weisel Partners International Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ Marsh & McLennan Securities Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ Midas Fondsmæglersekskab A/S, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Copenhague, (DK), 1a, 1b, 2, 3
- ♦ Van der Moolen Effecten Specialist BV, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Amsterdam, (NL), 2
- ♦ Van der Moolen obligaties BV, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Amsterdam, (NL), 2

<sup>7</sup> Services visés à la section A de l'annexe à la directive 93/22 concernant les services d'investissement

Section A : services d'investissement

1a : la réception et la transmission d'ordres pour le compte d'investisseurs

1b : l'exécution d'ordres pour le compte de tiers

2 : la négociation pour compte propre

3 : la gestion de portefeuilles pour le compte d'investisseur tiers

4 : la prise ferme et/ou le placement d'émissions d'instruments financiers

Section C : services auxiliaires

1 : conservation et administration pour un ou plusieurs instruments énumérés à la section B

2 : location de coffres

3 : octroi de crédits ou de prêts à un investisseur pour lui permettre d'effectuer une transaction sur un ou plusieurs instruments

4 : conseil aux entreprises en matière de structure du capital, de stratégie industrielle et de questions connexes

5 : services liés à la prise ferme

6 : conseils en investissement portant sur un ou plusieurs instruments énumérés à la section B

7 : services de change lorsque ce service est lié à la fourniture de services d'investissement

- ♦ Alkofx (UK) Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 3
- ♦ Cantor Fitzgerald gilts, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2
- ♦ Hasenbichler Asset Management Vermögensverwaltungs GmbH, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Vienne, (AT), 1a
- ♦ IBJ Nomura Financial Products (UK) PLC, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a,1b,2,4
- ♦ Yokohama Finance (Europe) SA, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Bruxelles, (BE), 1a, 1b, 2, 4
- ♦ Newton Asset Management Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 4
- ♦ Robeco Institutional Asset Management BV, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Rotterdam, (NL), 3
- ♦ Simmons & Company International Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Aberdeen, (GB), 1a
- ♦ AG Edwards & Sons (UK) Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 3
- ♦ Charterhouse Specialist Advisory Service Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ Permal Investment Management Services Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 3
- ♦ Rhine Re Financial UK Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ True Research Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ Vanguard Marketing International, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Waterloo, (BE), 1a
- ♦ Wilmington Capital Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a
- ♦ The Europe Company Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b

*Supprimer*

- ♦ Alfred Berg UK Ltd, Entreprise d'investissement de l'EEE – LPS, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4
- ♦ Kas Clearing London Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2
- ♦ Midland Stockbrokers, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b

- ♦ Greenwich Natwest Gilts Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 2
- ♦ Nikko Europe PLC, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4
- ♦ Schroder Securities Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 3, 4
- ♦ Invesco Asset Management Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 3, 4
- ♦ IBJ Nomura Financial Products (UK) PLC, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a,1b,2,4
- ♦ Yamaichi International (Europe) Ltd, Entreprise d'investissement de l'EEE – LPS, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

*Modifier*

- ♦ Fidelity Investments International Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Tonbridge, (GB), 1a, 1b, 3, 4

au lieu de

Fidelity Investments International Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Tonbridge, (GB), 1a, 3

- ♦ Barclays Stockbrokers Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Glasgow, (GB), 1a, 1b, 3

au lieu de

Barclays Stockbrokers Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Glasgow, (GB), 1a, 1b

- ♦ Cedef Assets Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 2

au lieu de

Cedef Assets Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b

- ♦ Greenwich Natwest Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

au lieu de

Greenwich Natwest Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b

- ♦ SBCM Derivative Products Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

au lieu de

SBCM Derivative Products Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1b, 2

♦ La Salle Investment Management, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a

au lieu de

CIN La Salle Investment Management, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a

♦ SBCM Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 4

au lieu de

SBCM Ltd, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – libre prestation de services, Londres, (GB), 1b

♦ Daiwa Securities SB Capital Market Europe Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 3, 4

au lieu de

Daiwa Europe Limited, Entreprise d'investissement de l'Espace économique européen – succursale et LPS, Paris, Londres, (GB), 1a, 1b, 2, 3, 4

---

## Textes divers concernant la monnaie, l'épargne, le crédit et le change

du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2000

### Comité de la réglementation bancaire et financière

#### ***Arrêté du 15 janvier 2000 portant homologation d'un règlement du Comité de la réglementation bancaire et financière***

Le ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie,

Vu la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, et notamment ses articles 8, 32 et 33 ;

Vu le décret n° 84-708 du 24 juillet 1984 modifié pris en application de la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, et notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 98-1086 du 2 décembre 1998 portant création du Comité consultatif des taux réglementés ;

Vu l'avis du Comité consultatif des taux réglementés rendu le 14 janvier 2000,

Arrête :

*Article premier.* – Le règlement n° 2000-01 du Comité de la réglementation bancaire et financière en date du 15 janvier 2000 annexé au présent arrêté est homologué.

*Article 2.* – Le présent arrêté et le règlement qui lui est annexé seront publiés au *Journal officiel* de la République française.

#### ANNEXE

#### ***Règlement n° 2000-01 modifiant le règlement n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit***

– en date du 15 janvier 2000

Le Comité de la réglementation bancaire et financière,

Vu la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 modifiée relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, notamment son article 33 ;

Vu le décret n° 98-1086 du 2 décembre 1998 portant création du Comité consultatif des taux réglementés ;

Vu le décret n° 2000-26 du 13 janvier 2000 modifiant le décret n° 76-79 du 26 janvier 1976 fixant les conditions d'application de l'article 9 de la loi n° 75-1242 du 27 décembre 1975 ;

Vu le règlement n° 86-13 du 14 mai 1986 modifié relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit ;

Vu l'avis du Comité consultatif des taux réglementés rendu le 14 janvier 2000,

Décide :

*Article premier.* – Le premier tiret de l'article 3 du règlement n° 86-13 susvisé est remplacé par le tiret ainsi rédigé :

« – premiers livrets des caisses d'épargne, livrets d'épargne institués au profit des travailleurs manuels, comptes pour le développement industriel : 2,25 % »

« *Article 2.* – En application de l'article 3 du décret du 26 janvier 1976 susvisé modifié par l'article premier du décret du 13 janvier 2000, il est inséré après le premier tiret de l'article 3 du règlement n° 86-13 susvisé un deuxième tiret ainsi rédigé :

« – comptes spéciaux sur le livret du Crédit mutuel : 2,45 % pour les personnes physiques et 2,37 % pour les personnes morales ».

*Article 3.* – Le présent règlement entre en vigueur le 15 janvier 2000.



## **Textes divers concernant la monnaie, l'épargne, le crédit et le change**

du 1<sup>er</sup> au 31 janvier 2000

### **Banque de France**

*Adjudication d'obligations assimilables  
du Trésor 4 % 25 octobre 2009 en euros  
et 5,50 % 25 avril 2029 en euros  
(Communiqué de la Banque de France)*

– en date du 4 janvier 2000 <sup>1</sup>

*Adjudication de bons du Trésor à taux fixe  
et à intérêts annuels (BTAN)  
5 % 12 juillet 2005  
(Communiqué de la Banque de France)*

– en date du 14 janvier 2000 <sup>1</sup>

*Adjudications de bons du Trésor à taux fixe  
et à intérêts précomptés (BTF)  
(Communiqué de la Banque de France)*

– en date du 6 janvier 2000 <sup>1</sup>

– en date du 13 janvier 2000 <sup>1</sup>

– en date du 20 janvier 2000 <sup>1</sup>

– en date du 27 janvier 2000 <sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Le détail de ces opérations peut être consulté sur Internet  
en composant : [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)





ISSN : 1293-271X

Rédacteur en chef :

Pierre FROMENT  
Chef du service  
des Publications économiques  
de la Banque de France  
Tél. : 01 42 92 29 27

Directeur de la publication :

Jean-Pierre PATAT  
Directeur général des Études  
et des Relations internationales  
de la Banque de France

Imprimerie de la Banque de France  
Ateliers SIMA  
Dépôt légal : Février 2000